



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/1998/NGO/78  
19 mars 1998

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-quatrième session  
Point 10 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS  
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER  
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX OU DÉPENDANTS

Communication de la Fédération internationale des ligues  
des droits de l'homme (organisation non gouvernementale  
dotée du statut consultatif spécial)

Le Secrétaire général a reçu la communication reproduite ci-après,  
dont il publie la teneur conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil  
économique et social.

[18 mars 1998]

1. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue biélorussienne des droits de l'homme, qui lui est affiliée, sont extrêmement préoccupées par les violations des droits de la personne au Bélarus. Bien que ce pays soit partie aux principaux instruments internationaux protégeant les droits fondamentaux (notamment au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), les atteintes à ces droits sont devenues incessantes. La situation ne fait que s'aggraver depuis deux ans; les autorités s'en prenant d'abord aux personnes qui militent pour la protection de l'individu, aux journalistes et aux figures en vue de l'opposition, cibles privilégiées de leurs vexations et mesures de répression.

### Atteintes à la liberté d'expression et à la liberté d'information

2. La Haute Cour économique du Bélarus a ordonné le 24 novembre 1997 que le principal journal d'opposition ("Liberté" en biélorusse) cesse de paraître. Il ne lui a fallu qu'un quart d'heure pour accomplir toute la procédure, c'est-à-dire tenir les auditions publiques et rendre sa décision. Le journal était accusé de publier des articles appelant à renverser de force le régime. En réalité, aucun écrit de cette nature n'a jamais paru dans ses colonnes; d'ailleurs, s'il y avait effectivement eu incitation à la violence, une instruction pénale aurait été ouverte contre les auteurs des articles et le journal, ce qui n'a jamais été le cas. Cet épisode montre bien que les dirigeants actuels s'en prennent directement à ceux qui veulent informer.

### Atteintes à la liberté d'association

3. Le Gouvernement a promulgué au début de 1995 une loi régissant les associations publiques, qui imposait à toutes les organisations non gouvernementales de demander de nouveau à être officiellement inscrites sur les registres - ce qui a fait que 400 des 700 associations précédemment reconnues ont été écartées. La Ligue biélorussienne des droits de l'homme, pour sa part, a plusieurs fois demandé jusqu'en 1997 à être réinscrite, en vain. Le Ministère de la justice voulait qu'elle supprime trois dispositions de ses statuts, l'une de celles-ci concernant sa faculté de faire publiquement connaître les atteintes aux droits fondamentaux.

4. La Ligue ayant refusé d'obtempérer, le Ministère l'a dissoute, contrevenant de ce fait à la loi de 1995, qui dispose que seule la Cour suprême est compétente pour dissoudre une association publique, et cela après avoir tenu des auditions publiques. Le Ministère a aussi ordonné à la banque de bloquer le compte de la Ligue, alors que là encore la législation ne lui en donne pas le pouvoir.

5. Une "nouvelle organisation", dont les représentants avaient accaparé d'autorité les fonctions du bureau de la vraie Ligue, a été reconnue par le Ministère le 25 septembre 1997. Le Président de la Ligue, M. Evgeny Novikov, a été interrogé par la police, qui a essayé de lui faire signer une déposition l'exposant à des poursuites pénales et qui, lorsqu'il a refusé, lui a fait subir des brutalités et l'a inculpé pour injures à l'État biélorussien par diffusion d'informations sur la situation des droits fondamentaux dans le pays. Cela s'est passé après que la Ligue ait participé avec les autres membres d'une délégation de la FIDH aux travaux d'un organe de l'ONU, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités réunie pour sa quarante-neuvième session; elle avait alors dénoncé le non-respect des droits fondamentaux au Bélarus et établi de nouveaux contacts internationaux. Il est clair qu'elle s'est ainsi attiré des représailles.

6. Les représentants de la "nouvelle organisation" sont installés depuis trois mois dans les locaux de la Ligue. Ils ont fait des copies des dossiers de cette dernière et des listes de ses correspondants internationaux et se sont approprié les fonds qu'elle possédait. La Ligue a porté plainte, mais malgré ses multiples démarches, les autorités n'ont pas donné suite.

Accusé en novembre 1997 d'avoir employé l'argent de l'association à des fins personnelles, M. Novikov a encore été interrogé et maltraité, puis, en décembre, le Ministère de l'intérieur l'a exonéré de toute culpabilité. Cette affaire de la Ligue ayant eu un certain retentissement à l'étranger, le tribunal d'instance de Minsk a ordonné le 17 décembre 1997 la restitution des locaux indûment accaparés, mais une juridiction d'appel a annulé cette décision le 29 janvier 1998 et lui a renvoyé l'affaire. L'examen de celle-ci a par la suite été suspendu car une information avait de nouveau été ouverte contre M. Novikov, lequel a été arrêté le 25 février et interrogé pendant plusieurs heures, sous les coups et les insultes de l'officier de la police judiciaire, en présence du Président et d'autres représentants de la "nouvelle organisation". La présence de ces derniers confirme qu'ils ont toute la faveur des organes de l'État. Le résultat de la nouvelle procédure engagée a été que le préfet de police et le Procureur du tribunal de grande instance ont reconnu en février qu M. Novikov n'avait jamais enfreint la loi biélorussienne. Les membres de la Ligue continuent de vivre dans l'insécurité, tandis que la "nouvelle organisation" toute acquise au Gouvernement occupe toujours leurs locaux.

7. Mais la Ligue n'est pas la seule ONG à être la cible de vexations. Ainsi, le Ministère de la justice a refusé par deux fois de reconnaître la Société biélorussienne des ex-prisonniers politiques du goulag stalinien, invoquant des raisons fallacieuses, pour commencer que l'adresse de l'un des membres fondateurs n'était pas correcte, puis, comme l'avait révélé un fonctionnaire responsable des services de l'inscription, que cette organisation comptait Evgeny Novikov parmi ses membres. Les autorités passent au peigne fin les comptes de la Fondation biélorussienne pour les enfants de Tchernobyl, de sorte qu'elle ne peut pas oeuvrer à sa mission, de même que ceux du Centre national de recherche est-ouest, qui lui non plus ne peut plus rien faire depuis quelques mois.

#### Mesures de répression contre les avocats privés

8. Le Président Lukashenko a pris le 3 mai 1997 un décret, No 12, instituant plusieurs mesures pour "améliorer" dans le pays l'exercice des fonctions de certains officiers de justice, entre autres des avocats, dispositions qui compromettent sérieusement l'indépendance de ces derniers. Ainsi, seul le Ministère de la justice peut autoriser un avocat à exercer et l'avocat ne peut plaider que s'il est inscrit au barreau biélorussien, sur lequel le Ministère a la haute main. Un avocat privé peut toujours être exclu de l'organisation judiciaire, ce qui compromet le droit à la défense, puisqu'il peut arriver que la personne incriminée n'obtienne pas le défenseur de son choix. Le décret est aussi en contradiction avec la loi régissant l'exercice de la profession d'avocats.

9. Les restrictions à l'exercice des fonctions d'avocat ont des mobiles politiques. Parmi les nombreuses victimes de ces mesures répressives, on peut citer l'exemple de Mme Nadezda Dudareva, qui, après avoir exercé pendant 24 ans, avait obtenu l'autorisation d'ouvrir un cabinet privé; cette avocate a alors défendu des membres de l'opposition et des personnes qui avaient participé à des manifestations menées dans le calme; en juillet 1997, comme elle avait refusé de s'inscrire au barreau, le Ministère de la justice lui a interdit d'assurer la défense dans des affaires pénales.

Mesures de répression contre de jeunes militants

10. Deux jeunes gens membres de la section de jeunesse du Front populaire biélorussien, Alexey Shidlovskiy (18 ans) et Vadim Lobkovich (16 ans), sont en détention préventive depuis trois mois (depuis août), ayant été arrêtés alors qu'ils inscrivait sur une clôture des slogans hostiles au chef de l'État et à sa politique. La libération conditionnelle leur a été refusée et les journalistes se sont vu interdire l'accès de la salle d'audience dès le deuxième jour du procès.

Syndicats

11. Bien que le Ministère de la justice ait enfin accepté au début de 1998 de reconnaître le Congrès démocratique des syndicats biélorussiens, les syndicats indépendants se heurtent à une forte résistance de la part de l'État. La Fédération syndicale (progouvernementale) a proposé de modifier la loi relative aux activités des associations syndicales dans un sens qui pourrait être extrêmement défavorable aux organisations indépendantes : ainsi, un syndicat ne pourrait signer de convention collective avec une entreprise que si 30 % au moins des employés de cette dernière lui étaient affiliés. Si la chambre basse du Parlement (organe acquis au Président) entérine cette disposition, les syndicats indépendants perdront beaucoup de leurs adhérents.

12. Le Comité des droits de l'homme, après avoir examiné en 1997 le quatorzième rapport périodique du Bélarus, avait fait d'importantes recommandations au Gouvernement. Il avait en particulier engagé celui-ci à abolir la peine capitale, en la réservant jusque-là aux seuls crimes les plus graves, conformément au paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et l'avait aussi invité à réviser les dispositions légales et réglementaires concernant la détention préventive, afin de respecter les normes établies par le Pacte au paragraphe 3 de son article 9. Le Comité avait condamné le système de l'autorisation de résidence (la "propiska"), qui restreint la liberté de circulation. Il avait aussi recommandé d'améliorer les conditions de détention, en particulier celles qui sont réservées aux condamnés à mort, et d'abolir la pratique de la contrainte par les "pressovtchiki" et les cachots disciplinaires. Aucune de ces recommandations n'a encore été appliquée.

13. On voit donc que les autorités biélorussiennes sont bien décidées à faire disparaître toute forme d'opposition, persécutant encore davantage depuis quelques mois les personnes qui défendent les droits fondamentaux. La FIDH et la Ligue biélorussienne des droits de l'homme demandent instamment à la Commission des droits de l'homme de se pencher sur la situation et d'exhorter le Gouvernement biélorussien à se conformer aux instruments internationaux et à remplir ses obligations, en appliquant les recommandations du Rapporteur spécial concernant le respect de la liberté de pensée et de la liberté d'expression.

-----